

l'Ayerst-McKenna and Harrison, de Montréal, à l'American Home Products, Frank W. Horner, de Montréal, à la Carter-Wallace Incorporated, de New York, et L. D. Craig de Toronto, Bell-Craig Pharmaceuticals, à la Denver Chemical Manufacturing Company de Stamford, Connecticut. Il semble peu convaincant que l'industrie pharmaceutique souhaite voir le gouvernement et la population du Canada se soucier des médicaments importés de l'étranger, alors qu'au même moment, elle n'exprime aucune inquiétude au sujet de la mainmise étrangère sur les sociétés canadiennes de produits pharmaceutiques.

Il est plutôt étrange que des fabricants étrangers de produits pharmaceutiques, qui soutenaient que le Canada pourrait recevoir des médicaments impurs et non sûrs de ces pays, se soient, semble-t-il, ligüés avec l'Association des fabricants de produits pharmaceutiques du Canada. Le président de cette association—un chroniqueur bien connu a dit de lui qu'il était un grand maître de la tournure élégante et un homme qui a beaucoup voyagé—est allé à Stockholm l'été dernier pour s'entretenir avec les représentants de sociétés pharmaceutiques étrangères. Résultat: nous sommes maintenant devant un cartel international, dont a parlé hier soir ma collègue, le député de Vancouver-Kingsway (M<sup>me</sup> MacInnis).

L'un des objectifs de cet organisme international, selon le D<sup>r</sup> Wigle, est le suivant:

... encourager l'élaboration de principes et d'usages éthiques partout dans l'industrie pharmaceutique.

Peut-être s'agit-il d'une simple coïncidence, mais chez les habitués des couloirs de la Chambre, l'expression «usages contraires à l'éthique» signifie ordinairement le rabais des prix. Quand cette industrie parle éthique, il me semble que tout ce qu'on peut dire est qu'elle pratique la morale de l'assomueur, d'après la façon dont elle exploite les blessés et les malades dans notre pays, en ce qui concerne le prix des médicaments. Elle devrait être la dernière à parler d'éthique.

A mon avis, la présente mesure ne va pas assez loin. Le ministre et le gouvernement ne peuvent à eux seuls régler cet organisme international. Il me semble que le ministre et le gouvernement ne pourront y réussir qu'en s'unissant aux gouvernements d'autres pays. Une loi canadienne à elle seule ne saurait réglementer, examiner et surveiller cette industrie. J'espère que le ministre et ses fonctionnaires agiront constamment de concert avec leurs homologues des pays européens et du Japon où la fabrication et l'exportation des médicaments sont une entreprise assez considérable.

[M. Benjamin.]

Voici un autre aspect qui me fait douter du degré d'enthousiasme et de sincérité du gouvernement au sujet des prix des médicaments: tandis que le ministre de la Consommation et des Corporations (M. Basford) qui s'intéresse sûrement à la question et se montrera très empressé et dynamique, appliquera une mesure pour réduire les prix des médicaments par différents moyens, un autre ministre aidera l'industrie. En d'autres termes, tandis qu'il essaie de restreindre, contrôler et surveiller l'industrie pharmaceutique, sans doute à l'égard des coûts, l'un de ses collègues apportera son aide à celle-ci. L'un aidera l'industrie pendant que lui essaiera de la limiter.

● (3.00 p.m.)

Quant au programme d'aide au développement de l'industrie pharmaceutique, qu'on appelle normalement PIDA, j'aimerais citer les paroles prononcées par le ministre le 17 octobre dernier et consignées à la page 1511 du *hansard*. Les voici:

Mis en œuvre par le ministère de l'Industrie, ce programme a été conçu en vue d'aider le secteur de l'industrie pharmaceutique qui fabrique et qui vend des médicaments d'ordonnance à des prix modérés, à se développer grâce à des prêts directs. Ces compagnies, pour la plupart canadiennes, font concurrence ou comptent faire concurrence aux grandes compagnies pharmaceutiques internationales.

Je ne suis pas souvent d'accord avec un chroniqueur d'une certaine réputation. Cependant, dans la *Free Press* de Winnipeg d'avril dernier, ce journaliste, M. Western, a parlé assez longuement de ce programme. Or, j'approuve presque tout ce qu'il a dit. Si le gouvernement tient tant à restreindre, contrôler et surveiller l'industrie pharmaceutique, c'est-à-dire les compagnies pharmaceutiques canadiennes et internationales, j'espère qu'en appliquant le programme PIDA, le ministre persuadera son collègue de l'Industrie et du Commerce, (M. Pepin) de se montrer très prudent quant au choix des compagnies qui méritent un prêt du ministère de l'Industrie.

J'exhorte le ministre à bien faire voir à son collègue la nécessité d'exclure de ce programme toutes les filiales de compagnies américaines au Canada. Si j'insiste là-dessus, c'est que dans son discours publié dans le *hansard* et dont je viens de citer un extrait, le ministre signalait toutefois que la plupart de ces compagnies appartenaient à des Canadiens. J'espère qu'il persuadera son collègue le ministre de l'Industrie et du Commerce de faire davantage encore en stipulant que seules les compagnies de produits pharmaceutiques d'appartenance canadienne auront droit à ces subventions et qu'aucune aide ne sera accordée aux filiales de sociétés américaines ou de